



AUTO-EVALUATION

Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme

Préambule

La commune nouvelle de Haut-Bocage, née de la fusion des communes de Maillet, Givarlais et Louroux-Hodement, d'une superficie de 7064 ha, située à environ 15 km au nord de Montluçon dans un secteur de bocage, compte 875 habitants en 2023 (INSEE).

Haut-Bocage fait partie de la communauté de communes du Val de Cher et est couverte par le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher.

Le territoire communal dispose partiellement d'un Plan Local d'urbanisme (PLU) sur la commune déléguée de Maillet, qui a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 3 avril 2012.

Le projet de Haut-Bocage a été présenté au pôle EnR organisé par la préfecture de l'Allier le 20 octobre 2022. Il a reçu un **avis favorable à l'unanimité** (cf. compte-rendu en annexe n°3).

Le Conseil municipal de Haut-Bocage s'est réuni le 5 décembre 2022 (cf. délibération en annexe n°4) et a donné un avis favorable au projet de centrale solaire aux Durets avec l'autorisation d'entamer les démarches de mise en conformité du PLU de Maillet afin **d'accueillir la centrale photovoltaïque sur la parcelle cadastrée ZC 26 (3 ha 70 a 40 ca), située au lieu-dit « Les Durets »**, actuellement classée en zone naturelle (N), zonage ne permettant pas son implantation en l'état actuel du PLU.



En tant que délaissé autoroutier de l'A71¹, la parcelle cadastrée ZC 26 a obtenu, dans le cadre de la 3^e période de l'appel d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation d'Installations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire « Centrales au sol », un **certificat d'éligibilité du terrain d'implantation (CETI)**², au titre du **cas 3 - Site dégradé**. Ce type de site fait l'objet d'un bonus dans le cadre de cet appel d'offres, étant plébiscité par l'Etat pour le développement de projets photovoltaïques au sol.

Ainsi, le projet de modification simplifiée n°2 a pour objet de **modifier le règlement** de la zone N du PLU **en délimitant**, selon les prescriptions imposées par le SCoT (notamment R110_2), **un sous-secteur Npv d'une surface de 37 040 m² sur la parcelle cadastrée ZC 26**.

Enjeux liés à l'énergie solaire

- **Enjeux européens et nationaux**

Pour limiter l'impact du changement climatique, l'Union européenne s'est fixé une feuille de route long terme avec pour objectif de réduire de 80 à 95 % ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2050, par rapport à leur niveau de 1990, afin d'apporter sa contribution à la limitation du réchauffement global à moins de 2 °C. Pour ce faire, la France s'est engagée à réduire ses émissions de GES qui trouvent leur origine dans la consommation d'énergies fossiles.

Cependant, la France a été le seul pays de l'Union européenne à ne pas avoir atteint ses objectifs en matière de part d'énergies renouvelables dans sa consommation finale brute énergétique (19,1 % en 2020 contre un objectif fixé à 23 %³), rendant plus que nécessaire l'accélération de la production d'énergies renouvelables.

La Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) fixe les objectifs de la France en matière de développement des énergies renouvelables. Publiée en janvier 2019 et adoptée définitivement en 2020, la PPE 2020-2028 propulse le solaire au rang d'énergie avec les objectifs les plus ambitieux à horizon 2028.

Principales mesures transversales de promotion des ENR électriques
Fixer les objectifs suivants pour les filières d'énergies renouvelables électriques afin de porter la capacité installée de 48,6 GW fin 2017 à 73,5 GW en 2023 et entre 101 à 113 GW en 2028 :

	2023	2028
Hydroélectricité	25,7	26,4-26,7
Éolien terrestre	24,1	33,2-34,7
Éolien en mer	2,4	5,2-6,2
Photovoltaïque	20,1	35,1-44,0
Biomasse solide	0,8	0,8
Biogaz-Méthanisation	0,27	0,34-0,41
Géothermie	0,024	0,024
Total	73,5	101 à 113

Tableau 5 : Objectifs PPE en matière de production d'électricité renouvelable par filière (en GW)

A noter que selon le Panorama de l'électricité renouvelable dressé par RTE le 17 février 2022, la puissance solaire raccordée s'élevait à 13 GW au 31 décembre 2021. L'objectif fourchette haute de la PPE (44,0 GW) reviendrait donc à raccorder 4,4 GW par an lissé d'ici 2028 contre seulement 2,7 GW sur l'année 2021.

⇒ Le projet de Haut-Bocage participera donc aux objectifs de la PPE.

¹ Décision n°8.A71.97.121 du Ministère de l'Équipement, du logement, des transports et du tourisme.

² CETI n° 20221116-LET-CAE-272 délivré le 21 novembre 2022 par la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

³ Ministère de la transition écologique, *Chiffres clés des énergies renouvelables – Édition 2021*, juillet 2021, p. 15.

• Enjeux régionaux

Dans la continuité de la PPE, le **Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes** a été approuvé le 10 avril 2020.

Il s'agit d'un schéma régional de planification qui fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants dont le SRCAE (Schéma régional climat-air-énergie), qui planifie donc, à plus grande échelle, les grandes orientations et objectifs de la région, notamment en matière d'environnement et de développement de la production d'énergie renouvelable.

Le SRADDET propose donc des objectifs quantitatifs de production d'énergie renouvelable par type d'énergie et de réduction des gaz à effets de serre (baisse de 30 % des émissions d'origine énergétique et non énergétique à l'horizon 2030). Ces objectifs permettent de s'aligner sur les objectifs nationaux en termes d'environnement et de production d'énergie renouvelable.

Tableau : ENR électrique – Puissance installée et productible pour 2030

	Parc installé en MW (2015)	Objectif intermédiaire 2023	Objectif 2030	Evolution	Productible 2030 (GWh)	Evolution productible
Hydroélectricité	11 600 MW	11 850 MW	12 100 MW	+ 500 MW	27 550 GWh	+ 1 140 GWh
Photovoltaïque	672 MWc	3 000 MWc	6 500 MWc	+ 5 828 MWc	7 149 GWh	+ 6 365 GWh
Eolien	416 MW	1 380 MW	2 500 MW	+ 2 084 MW	4 807 GWh	+ 4 008 GWh

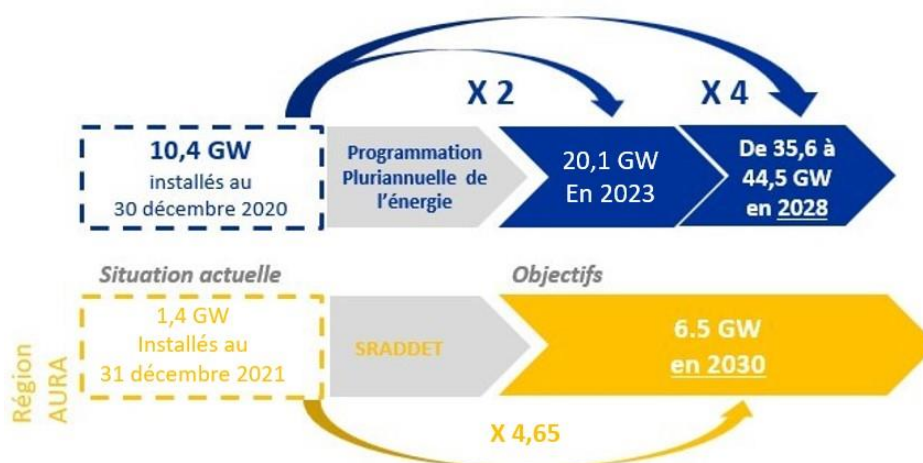
Source : La Région Auvergne-Rhône-Alpes

Tableau : ENR électrique – Puissance installée et productible pour 2050

	Parc installé en MW (2015)	Objectif 2050 – Puissance	Evolution	Productible 2030 (GWh)	Evolution productible
Hydroélectricité	11 600 MW	12 600 MW	+ 1000 MW	27 550 GWh	+ 1 140 GWh
Photovoltaïque	672 MWc	13 000 MWc	+ 12 328 MWc	14 298 GWh	+ 13 559 GWh
Eolien	416 MW	4 000 MW	+ 3 584 MW	4 807 GWh	+ 6 927 GWh

Source : La Région Auvergne-Rhône-Alpes

Des objectifs nationaux déclinés en région



⇒ Le projet de Haut-Bocage participera donc aux objectifs du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.



- Enjeux locaux

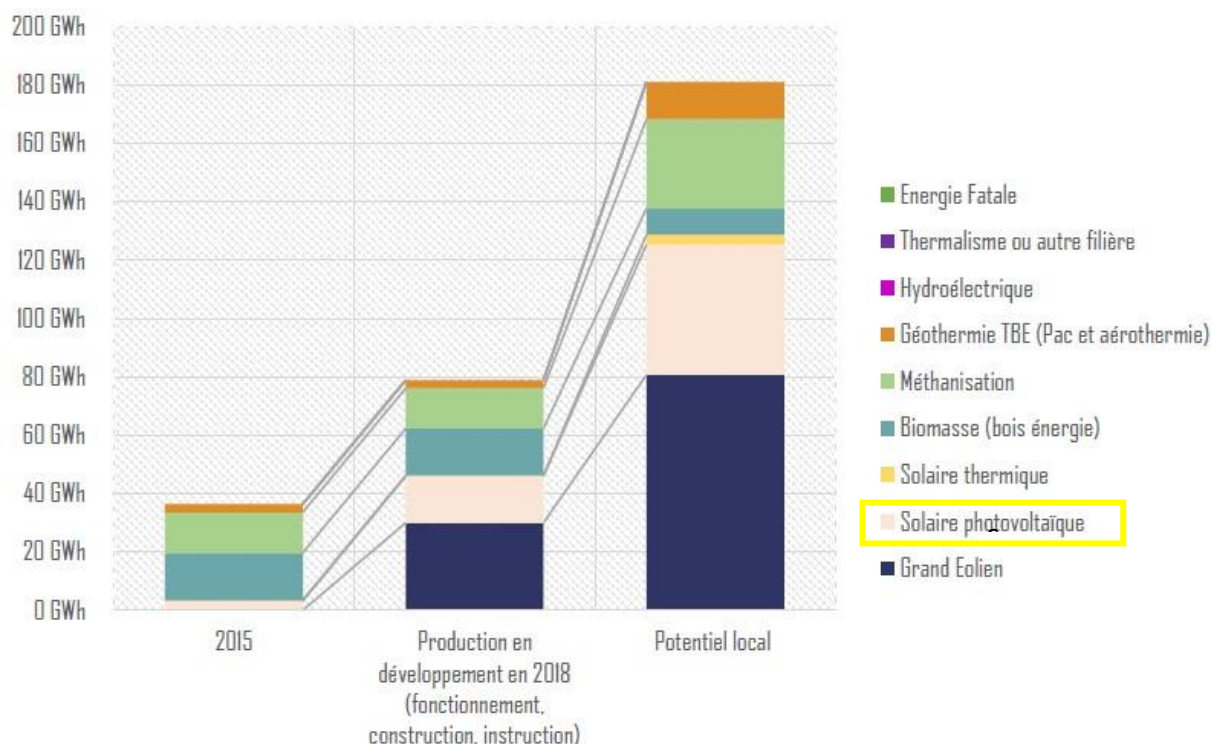
Le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du PETR du Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher, approuvé le 6 décembre 2021, a défini dans son Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) plusieurs prescriptions nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de son Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Parmi ces prescriptions, plusieurs concernent l'organisation du développement des énergies renouvelables, et notamment de la production d'énergie solaire photovoltaïque.

Ainsi, dans sa prescription P110_2, le SCoT rappelle que l'implantation de panneaux photovoltaïques au sol doit « privilégier toujours l'implantation de centrales dans des espaces non productifs du point de vue agricole et forestiers et sans enjeux naturels ou paysagers : **espaces déjà artificialisés** (parkings, friches urbaines, industriels commerciales, **délaissés autoroutiers...**) ou sur des sols dégradés ou pollués (anciennes carrières, anciennes décharges d'ordures ménagères...) ».

Le SCoT prévoit également, dans cette même prescription, une dérogation « s'il est démontré par le porteur de projet l'absence de site de ce type pour un usage photovoltaïque pertinent », autorisant de tels projets en « Zone Naturelle » qu'à la condition d'une identification « en amont dans le cadre d'une réflexion globale d'ensemble associant les structures agricoles et environnementales » de « secteurs dédiés aux énergies renouvelables » (cf. R110_2), interdisant « l'implantation en zone N « stricte » ».

L'implantation en zone N 'stricte' étant interdite, la création d'un sous-secteur Npv au sein de la zone N du PLU, dans lequel devra être classée la parcelle ZC 26, est donc nécessaire pour que le PLU modifié soit compatible avec le SCoT mais aussi pour que le projet de centrale solaire sur ce délaissé autoroutier devienne constructible.

La communauté de communes du Val de Cher s'est dotée d'un PCAET le 9 décembre 2021. Ses objectifs de production d'énergie photovoltaïque à l'horizon 2050 sont de 25 GWh d'électricité solaire, soit une augmentation de 22 GWh par rapport à la production de 2015 (3 GWh).





Le potentiel d'énergie renouvelable du territoire est important puisqu'il représente 181 GWh (cf. PCAET p. 33), soit 4,5 fois le niveau actuel. La biomasse et le solaire photovoltaïque sont les deux principales sources d'énergie renouvelable de ce potentiel.

La Communauté de Communes a fait le choix de développer à l'horizon 2050 ce potentiel, dont le solaire photovoltaïque, pour viser une autonomie énergétique de 104 % à l'horizon 2050.

Les actions préconisées pour développer le solaire photovoltaïque dans le PCAET :

1. Equiper des résidences principales (maisons+ logements collectifs) avec des panneaux solaires, avec un objectif de 100 % des toitures avec potentiel. Ceci représente une production de 6 GWh/an ;
2. Equiper 2 500 m2 de bâtiments d'entreprise (industrie, tertiaire, agricole), soit 5% des surfaces disponibles à horizon 2050. Ceci représente une production de 1 GWh ;
3. Mener à bien les projets de centrale PV au sol de Vallon-en-Sully et de Nassigny, soit une production de 13 GWh/an environ ;
4. **Equiper environ 10 ha de délaissés, permettant de produire 6 GWh supplémentaires.**

⇒ Le projet de Haut-Bocage permettra d'atteindre l'action n°4 en ne mobilisant que 3,7 ha sur les 10 ha et en produisant 4 GWh sur les 6 GWh.

Trajectoire territoriale	2015	2023	2026	2030	2050
Éolien	0 GWh	0 GWh	35 GWh	54 GWh	70 GWh
Solaire Photovoltaïque	3 GWh	3 GWh	17 GWh	22 GWh	25 GWh
Solaire thermique	0 GWh	0 GWh	1 GWh	1 GWh	1 GWh
Hydraulique	0 GWh	0 GWh	0 GWh	0 GWh	0 GWh
Géothermie	3 GWh	3 GWh	3 GWh	4 GWh	7 GWh
Méthanisation	14 GWh	29 GWh	29 GWh	29 GWh	29 GWh
Énergie fatale	0 GWh	0 GWh	0 GWh	0 GWh	0 GWh
Thermalisme	0 GWh	0 GWh	0 GWh	0 GWh	0 GWh
Biomasse	16 GWh	16 GWh	15 GWh	15 GWh	13 GWh
TOTAL	36 GWh	52 GWh	101 GWh	125 GWh	146 GWh
Autonomie énergétique	15%	23%	46%	61%	104%

Tableau 12 : Synthèse des objectifs de développement des ENR de la CC du Val de Cher

Les caractéristiques générales du projet de Haut-Bocage

Plan de masse provisoire du projet



Données techniques	Infos et Contraintes
<p>Puissance installée : 2.95 MWc</p> <p>Puissance maximale : 3.00 MWc</p> <p>Type de module : Bifacial - monocristallin de 18°</p> <p>Pas ou Pitch : 9,54 m</p> <p>Hauteur de table pivot bas : 3,3 m</p> <p>Hauteur de table pivot haut : 13,36 m</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 bâtiment de stockage 1 poste de transformation - HTS 1 poste de transformation - HTS/HTA 1 chemin de 120 m (surface productive selon profil 120 x 40) 	<p>Nombre d'axes : 1 portail de six double-batants</p>
Emprise estimative	Surfaces estimatives
<p>Superficie totale : 3.70 ha (93.25 m²)</p> <p>Superficie à clôture : 2.52 ha</p>	<p>Surfaces techniques : 41.6 m²</p> <p>Clôture : 148 m²</p> <p>Chemin : 120 m²</p> <p>Table PV : 14 315 m²</p> <p>Table PV : 13 615 m²</p>
<p>Légende du plan</p> <p>Surfaces techniques</p> <p>Tableaux photovoltaïques</p> <p>Accès au site</p> <p>Clôture</p> <p>Profil aménagé</p> <p>Parcelles du projet</p>	
<p>CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE DE HAUT-BOCAGE</p> <p>Edif. 1 : 1:500</p> <p>Wpd Solar France</p> <p>wpd solar France 94 rue de Saint Lazare 75 009 Paris</p> <p>N° projet : HTS Éditeur : Étude de faisabilité Date : 14/03/2020 Version : V1</p> <p>Projet de projet : HTS Auteur : AIZ</p>	

	Haut-Bocage	Données techniques
Récapitulatif du projet	Emprise parcellaire	3.70 ha
	Emprise clôturée	2.52 ha
	Taux de couverture du sol des panneaux	54.0%
	Surface des modules	14 315 m²
	Surface projetée des modules	13 615 m²
	Puissance installée	2.95 MWc
	Puissance MVA injectée au réseau	2.43 MVA
Tables photovoltaïques	Technologie de modules	Bifacial – Monocristallin ou Couche mince
	Disposition	Panneau en paysage avec 6 modules dans la hauteur, et une inclinaison de 18 °
	Type de table	6H5
	Inclinaison des tables	18.0°
	Inter-rangées	2.0 m²
	Pas ou Pitch	9,54 m²
	Hauteur en haut de table	3.3 m²
	Surface totale des tables	14 315 m²

	Surface projetée des tables	13 615 m ²
	Fixation des structures au sol	Pieux battus ou pieux vissés ou longrines
Container de stockage	Type de container	Container 20 m3
	Dimension	(L) 6,1 x (l) 2,5 x (h) 2,6 m
	Nombre de container	1 container
	Surface de container	14.77 m ²
Locaux électriques	Type de poste de transformation	Conteneur métallique ou poste béton - à toit faible pente
	Couleur RAL	RAL 6005 - Vert mousse (à définir)
	Dimension du poste de transformation	(L) 6 x (l) 2,6 x (h) 3,55 m dont 0,80 m dans le sol
	Nombre de postes de transformation	1 PTR
	Poste de livraison (aspect)	Conteneur métallique ou poste béton - à toit faible pente
	Couleur RAL	RAL 6005 - Vert mousse (à définir)
	Dimension du poste de livraison	(L) 10 x (l) 2,6 x (h) 3,55 m dont 0,80 m dans le sol
	Nombre de postes de livraison	1 PDL/PTR
	Surface des bâtiments	41.6 m ²
Citerne	Type	60 m3 9.50 x 7.40 x 1.50
	Nombre	1
	Plateforme	Sable
	Dimension	(L) 9.50m x (l) 7.40m x (h) 1.50m
	Couleur RAL	RAL 6005 - Vert mousse
	Surface totale	103.9 m ²
Clôture	Surface ensablée	88.2 m ²
	Type	Grillage métallique souple
	Couleur RAL	Vert (à définir)
Portail	Hauteur	2 m
	Type	Portail à double battants
	Couleur RAL	RAL 6005 - Vert mousse (à définir)
	Dimension	6 m
	Hauteur	2 m
Piste interne	Nombre d'accès par portail	1
	Largeur de piste	5.0 m
	Type de piste	empierrée
Accès au site	Largeur de piste	5.0 m
	Type de piste	empierrée

Le choix de la procédure de modification simplifiée

Il a été décidé de recourir à la procédure de modification simplifiée régie par les articles L. 153-45 et suivants du code de l'urbanisme) afin de modifier à la marge le règlement de la zone N en y incorporant un sous-secteur Npv couvrant la parcelle ZC 26, où seraient autorisées les constructions et installations liée à la production d'électricité photovoltaïque. La hauteur des clôtures pour ce sous-secteur sera élevée à un maximum de 2,5 m pour des raisons de sécurité publique liées à ces constructions et installations.

La modification envisagée ne nécessitera pas d'évolution du PADD, et ne réduira :

- ni une zone naturelle (cf. ci-dessous),
- ni une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels (cf. infra).



Il convient de rappeler ici que la jurisprudence indique que la **création d'un sous-secteur au sein d'un secteur déjà existant, ne constitue pas une modification – et donc une réduction du périmètre de celle-ci**⁴. La surface qui serait classée en Npv ne représenterait que 1,03 % des 358,81 ha de zone N dont dispose la commune⁵.

Également, il convient de préciser que le **projet de Haut-Bocage fait l'objet d'une étude d'impact systématique** en vertu de la rubrique 30 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, **étude qui sera soumise, une fois finalisée, à votre avis d'autorité environnementale et fera l'objet d'une enquête publique.**

Les éléments dont dispose actuellement la société wpd sont exposés ci-après, et indiquent des enjeux globalement faibles.

L'évaluation environnementale du projet

A l'heure actuelle, seul l'état initial, réalisé par la société Evinerude, bureau d'études environnementales indépendant, et transmis par le porteur de projet, est finalisé. L'étude d'impact finalisée sera transmise lors de l'instruction du permis de construire.

Cet état initial montre, sur la parcelle, des enjeux nuls à faibles pour les rubriques suivantes :

- Géologie et relief (**nuls**) ;
- Aquifères, eau potable et qualité de l'air (**faibles**) ;
- Risques inondation, de mouvements de terrain et de feux de forêts (**nuls**) ;
- Risques technologiques (**nuls à faibles**, hormis pour le transport de matières dangereuses, abordé ci-après) ;
- Climat (**nuls à faible**) ;
- Préservation du patrimoine naturel : Natura 2000, ZNIEFF de type 1 et ENS (**faibles**) ;
- Habitats naturels (**très faibles à faibles**) ;
- Flore (**faibles**) ;
- Zones humides (**faibles**) ;
- Faune (**très faibles à faibles** pour les mammifères hors chiroptères, **faibles** pour la majorité des espèces de chiroptères, **très faibles à faibles** pour la majorité des espèces d'oiseaux, **faibles** pour les reptiles, **faibles** pour la majorité des amphibiens, **très faibles à faibles** pour l'entomofaune) ;
- Sites inscrits et classés, SPR, sites archéologiques (**nuls**) ;
- Perception du projet dans le paysage (**faibles**) ;
- Occupation du sol, activités touristiques et de loisirs, axes de déplacement (**faibles**).

Seuls les enjeux décrits ci-après sont supérieurs à « faibles ».

Enjeux liés au milieu physique :

- Eau : **enjeu qualifié de modéré** vis-à-vis du réseau hydrographique du fait de la présence du ruisseau des Durets à proximité immédiate de la zone de projet.

Ce ruisseau, longeant la bordure nord et est de la zone d'étude **sera totalement évité par le projet**. Aucune incidence en phase d'exploitation n'est à prévoir. Des mesures seront prises en phase d'exploitation pour éviter une pollution de ce ruisseau.

⁴ cf. TA Montpellier, 28 juin 2017, n° 1500184.

⁵ cf. Rapport de présentation du PLU de Maillet, p. 73.



- Retrait-gonflement des argiles : **enjeu modéré à fort.**

L'aléa retrait gonflement des argiles génère principalement des dégâts sur les habitations notamment les habitations individuelles. Aucune habitation n'est envisagée sur notre projet. Sur notre projet, les constructions abritant des équipements considérés comme vitaux pour la centrale (postes électriques) prendront en compte le risque : à savoir que la zone d'étude n'étant pas couverte par un plan de prévention des risques naturels. Une étude géotechnique, menée conformément aux normes en vigueur permettra de déterminer les solutions qui permettront de faire face à cet aléa. Ces solutions (fondation sur pieux) sont identiques en termes d'effets sur l'environnement. Les autres constructions (notamment les structures soutenant les panneaux) sont fondées sur pieu et sont donc beaucoup moins sensibles à l'aléa. Une étude géotechnique permettra également de définir la solution la plus adaptée pour dimensionner les pieux.

Enjeux liés au milieu naturel :

- Zonages d'inventaire et réglementaire du patrimoine naturel : deux ZNIEFF de type I et une ZNIEFF de type II sont présentes au sein du périmètre d'étude bibliographique. Aucun site Natura 2000 n'est présente au sein la commune d'implantation, seul un de ces sites se situe à 3,2 km de l'aire d'étude : la ZSC « Gîtes de Hérisson » (FR8302021). Un ENS se situe également dans le périmètre d'étude bibliographique (à 1,7 km de l'aire d'étude), mais aucun ne se situe au droit du projet. **L'enjeu pour la préservation du patrimoine naturel est jugé faible.**
 - **ZNIEFF de type I « Bords de l'Aumance d'Hérisson à Meaulne » à 2,6 km à l'est** : les habitats listés sur cette ZNIEFF ne sont pas présents sur le site d'étude. En revanche, des espèces déterminantes sont potentielles sur le site en passage ou en reproduction (Murin à oreilles échancrées, Pipistrelle de Nathusius, rainette verte, etc.). Cependant, considérant l'éloignement du zonage par rapport au site d'étude, les milieux en place sur la ZNIEFF et les potentialités d'accueil de la zone d'étude, **les liens écologiques entres les deux sont estimés faibles.** En effet, le site éloigné de plus de 2 km, présente majoritairement des friches et une lande à genêts qui ne permettent pas la réalisation du cycle de vie de la plupart des espèces citées.
 - **ZNIEFF de Type I « Vallée du Cher en aval de Montluçon » à 1,2 km à l'ouest** : cette ZNIEFF est liée à la vallée du Cher et aux milieux liés à la présence de la rivière. Bien que les habitats déterminants de cette ZNIEFF ne soient pas présents sur la zone d'étude, des espèces déterminantes sont potentielles sur le site d'étude. Cependant, le site d'étude est situé à 1,2 km de la ZNIEFF et la présence de l'autoroute A71, de la D2144 et de la D553 constitue des obstacles pour les échanges écologiques entre les deux zonages. L'enjeu est donc considéré faible.
 - **ZNIEFF de Type II « Vallée du Cher » au droit de la zone d'étude** : Elle représente 20 805,24 ha composés principalement de boisements et de zones bocagères. La ZNIEFF Vallée du Cher regroupe un ensemble d'habitats déterminants lié à la présence du Cher et de sa vallée. Ses habitats sont absents du site d'étude. Le site d'étude bien que situé à proximité de plans d'eau anthropiques et d'un ru ne présente pas d'habitats favorables à la plupart des espèces déterminantes de cette ZNIEFF (poissons, crustacés, espèces inféodées aux milieux humides et aquatiques ou boisés). On notera aussi la présence d'éléments limitant les déplacements à proximité de la zone d'étude (autoroute, départementales). **Bien que certaines espèces puissent utiliser le boisement à proximité ou le site pour leur déplacement ou leur alimentation (chiroptères, mammifères, oiseaux, etc.) le site ne présente pas d'enjeux particulier puisque constitué d'habitats remaniés.** L'enjeu est ainsi considéré faible.
 - **Natura 2000 « Gîtes de Hérisson » à 3,2 km à l'est du site d'étude** : Ce zonage Natura 2000 est situé hors de l'aire d'étude bibliographique et cible principalement les chiroptères et notamment les Murins à oreilles échancrées. Il intègre les gîtes de la commune d'Hérisson et le territoire de chasse autour de celui-ci. La zone d'étude se situe à plus de trois kilomètres de cette aire minimale de chasse de 250 ha. Il est à noter que le site ne présente pas de gîte potentiel pour les chiroptères en général. Seule une activité de chasse est potentielle due à la présence du boisement en bordure de site. Cependant, considérant la proximité immédiate de l'autoroute avec le site, la distance du site d'étude par rapport au zonage et la multitude



d'habitats favorable dans le paysage bocager entourant le site. Une étude d'incidence Natura 2000 simplifiée sera réalisée dans le cadre de l'étude d'impact afin d'évaluer plus sensiblement les impacts potentiels du projet sur les chiroptères

- **Espaces naturels sensibles « la Vauvre » à 1,7 km du site d'étude** : située près du Cher, la Vauvre est principalement constituée d'une forêt alluviale et d'un plan d'eau issu de l'ancienne exploitation d'une gravière. **Du fait de la distance au projet, des habitats considérés et du type de zonage, les enjeux sont considérés faibles.**
- Espèces exotiques envahissantes : la problématique liée à la flore invasive est jugée « **modéré** » étant donné l'abondance de la Vergerette du Canada sur l'aire d'étude.

Des mesures préventives et curatives seront mises en place en phase travaux ainsi qu'en phase d'exploitation pour les éradiquer. Pour rappel, la propagation des espèces allochtones est une des principales menaces pour la biodiversité à l'échelle mondiale.

- Faune patrimoniale et ou protégée à enjeu :
 - La **Rainette verte** (protégée et VU LRR), contactée à proximité immédiate du site d'étude. Elle a été contactée au niveau du bassin de rétention d'eau au sud-ouest du site et est susceptible de s'y reproduire. Ce bassin de rétention est évité par le projet mais l'espèce est susceptible de se déplacer au travers du site d'étude pour rejoindre sa zone d'hivernage et de reproduction en automne et au printemps.

Afin que la petite faune vertébrée (reptiles, amphibiens, petits mammifères) puisse continuer de circuler au travers du site, wpd s'engage à installer une clôture à maille dégressive en disposant les mailles les plus grandes justes au-dessus du niveau du sol. En phase chantier, le calendrier des travaux sera adapté et une barrière anti-amphibien installée. L'ensemble de ces mesures permettra au projet de n'avoir qu'un impact négligeable sur les amphibiens voire nul sur leur habitat.

- La **Linotte mélodieuse** (protégée, NT LRR et nicheur probable), La plupart des espèces protégées nichent dans le boisement longeant le site. Seule la Linotte mélodieuse est susceptible de se reproduire dans les arbustes au sud du site. **L'enjeu de cette espèce est donc considéré modéré.**

Les arbustes au sud du site seront évités par le projet car en dehors de la zone d'implantation. wpd s'engage à adopter une gestion adaptée et raisonnée des fourrés arbustifs pour que la Linotte mélodieuse puisse continuer de s'y reproduire. De plus, le calendrier des travaux sera adapté aux espèces présentes sur la zone d'étude afin d'éviter leur destruction et minimiser leur dérangement.

- Murin de Bechstein (protégée, EN sur LRR) et le Grand murin (PN, VU sur LRR) en transit au niveau des lisières et en chasse au niveau des fourrés, friches et landes. L'enjeu global pour les chiroptères est, au regard des connaissances actuelles du site, jugé modéré du fait de la patrimonialité des espèces présente en chasse sur le site d'étude. La présence d'un boisement de taille importante et a priori mature (âge estimé à partir des photographies aériennes) offre un espace de gîte important pour cette espèce. **L'ouverture de la parcelle ZC 26 offre de nouvelles zones de chasse à proximité immédiate de secteurs de gîtes.**

Le boisement est entièrement évité par le projet et, pour des raisons techniques et environnementales, un retrait vis-à-vis de la lisière forestière sera défini. Cette mesure permettra notamment de maintenir l'axe de déplacement favorable à l'ensemble des espèces contactées.



Par ailleurs, l'installation de la centrale photovoltaïque permettra de maintenir le milieu ouvert et par conséquent de conserver la nouvelle zone de chasse pour les chiroptères. La végétation sera entretenue mécaniquement par fauche tardive et/ débroussaillage 1 à 2 fois par an. Cette gestion du couvert végétal sera favorable aux insectes et donc aux insectivores. Par ailleurs il a été démontré que « *les surfaces polarisantes présentent un potentiel d'attraction pour les insectes, et donc indirectement sur l'avifaune qui utilise ces sites pour le nourrissage (Bernath et al., 2001). **Cet effet peut être bénéfique, permettant l'accès à une source de nourriture pour les insectivores.** Il a été démontré, par exemple, que les Bergeronnettes grises et printanières, utilisent les surfaces polarisantes anthropiques comme terrain de chasse. Ce même auteur a constaté la prédation d'insectes sur les surfaces polarisantes par des Pies bavardes, Bergeronnettes grises, des Moineaux domestiques, ainsi que des Mésanges charbonnières* »⁶.

La surface polarisante des panneaux photovoltaïques constituera donc une nouvelle zone de chasse disponible pour **l'avifaune insectivore** du fait de la concentration de la ressource trophique. Comme pour l'avifaune, l'attraction des insectes polarotactiques par les surfaces des panneaux solaires pourront avoir un effet positif, par concentration de la ressource trophique créant un territoire de chasse et de nourrissage pour les **chiroptères** (Bernath et al., 2001).

- Trame Verte et Bleue : enjeux modérés, bien que **faibles** à l'échelle du SCoT et du SRCE.

Le site constitue un secteur perméable utilisé par les chiroptères pour le transit et la chasse. Un élément de la trame bleue (ruisseau des Durets) se situe à proximité du site d'étude. Les mesures d'évitement en phase de conception du projet (évitement et retrait vis-à-vis des lisières, évitement du ruisseau) et de réduction en phase d'exploitation (aménagement d'une clôture perméable à la petite faune, gestion du couvert végétal adapté) sont autant de mesures qui permettront de conserver cette trame verte et bleue.

D'un point de vue général, les sensibilités écologiques se portent principalement sur les boisements, milieux humides et aquatiques à proximité du site. Ces éléments sont favorables à une faune commune et parfois protégée. Ils constituent un enjeu important dans le maintien de corridor écologique. **Ces éléments sont totalement évités par le projet.**

Le site d'étude est occupé en majeure partie par des friches, herbacées et forestières. Les enjeux relatifs aux habitats sont **faibles à très faibles**. Un seul habitat, la « friche herbacée hygrophile » est caractéristique de zone humide floristique mais en enjeu **faible**. En effet, celui-ci occupe une faible surface (62,27 m²) et est d'origine anthropique. Bien que situé dans l'aire d'étude, cet habitat humide ainsi que sa zone de fonctionnalité **sont évités par le projet.**

Les fourrés arbustifs qui représentent 1,24 % de la zone d'étude sont favorables aux reptiles ainsi qu'au Hérisson d'Europe (**enjeux faibles**) et constituent une zone d'alimentation et de reproduction de l'avifaune ; ils constituent donc pour la faune un enjeu **faible à modéré**. Cet habitat est **entièrement évité par le projet.**

La lande à Genêts (10,22 % du site), la friche forestière mésophile (75,8 % du site) et méso-hygrophile (5,28 % du site) ainsi que la friche herbacée hygrophile (0,17 % du site) constituent une zone d'alimentation de l'avifaune ainsi qu'une zone de chasse pour le Murin de Bechstein, et le Grand Murin ; ils constituent donc pour certaines espèces un enjeu **modéré**. Comme dit précédemment, l'installation d'une centrale photovoltaïque n'empêchera pas ces espèces de continuer à s'alimenter sur le site.

La zone remaniée (2,01 % du site) et la formation de robiniers (5,40% du site) constituent des habitats d'alimentation de l'avifaune ; ils constituent un enjeu faible pour la faune et sont en grande partie **évités par le projet.**

⁶ Calidris, Rapport *Photovoltaïque et Biodiversité – Etude bibliographique & Retours d'Expérience*, 2019.



Enjeux liés au milieu humain :

- Transport de matières dangereuses (enjeu modéré) → L'A71, qui borde le projet est un axe effectivement concerné par ce risque.

Néanmoins, un projet de centrale photovoltaïque n'utilise et ne produit aucune matière dangereuse. Il ne sera donc pas susceptible d'aggraver ce risque. De plus, le projet prendra en compte les recommandations habituelles du SDIS – qui sera consulté pour avis dans le cadre de l'instruction du permis de construire – pour permettre une intervention rapide sur la centrale en cas de besoin : mise en place de réserve incendie, et des pistes de circulation nécessaires à la défense incendie, et la bonne mise en place des équipements tels que les extincteurs et alarmes.

- Radon (enjeu fort) → La commune de Haut-Bocage est identifiée comme présentant un potentiel radon considéré comme important.

Toutefois, le projet n'est pas vulnérable à ce risque, et n'est pas de nature à aggraver le risque lié à cet enjeu.

- Urbanisme (forts) → Cet enjeu fait l'objet de la présente modification simplifiée.

Pour information, l'actuel règlement de la zone N autorise déjà les constructions, ouvrages et installations (y compris classées) liés à l'activité autoroutière et, pour deux sous-secteurs existants, au stockage de matériaux de carrière, de même que celles classées pour la protection de l'environnement (ICPE), **bien plus impactantes qu'un projet de centrale photovoltaïque au sol**. Le fait d'autoriser, uniquement sur la parcelle ZC 26, l'implantation d'une telle centrale n'est donc pas de nature à réduire la protection attachée à la zone N du PLU.

- Sylviculture (faible) → La zone d'étude présente en lisière des boisements de feuillus assez anciens qui étaient en partie déjà présents dans les années 1960. La majeure partie est cependant occupée par des espaces de cultures laissés à l'abandon depuis la construction de l'A71. La parcelle étudiée a fait l'objet d'une coupe pour rouvrir le milieu en cours d'enrichissement. **Ainsi, l'enjeu sur la sylviculture est jugé faible.**

De plus, les surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (poste de transformation, de livraison, citerne et container) représentent une surface totale de 160,27 m². Les surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont recouverts de matériaux minéraux concerneront uniquement les pistes qui seront constitués d'un géotextile semi-perméable et de graves concassées grossièrement sur 30 cm, afin de respecter les recommandations habituelles du SDIS. Il en ressort une très faible imperméabilisation résultant du projet de Haut-Bocage au regard de la surface clôturée de 2,52 ha.

En fin d'exploitation, les pistes créées pourront être conservées selon le choix de la mairie de Haut-Bocage, ou seront démantelées avec le reste de la centrale, afin de revenir à l'état initial de la parcelle ainsi que wpd s'y est engagé auprès du propriétaire. L'installation photovoltaïque est donc totalement **réversible**.

Le projet de centrale photovoltaïque au sol de Haut-Bocage n'est pas susceptible d'aggraver les risques potentiellement liés à ces occupations et utilisations du sol autorisées, étant non-soumis au régime des ICPE, dimensionné selon les



normes pour pallier tout risque lié à la foudre, aux séismes ou encore aux épisodes de vents violents⁷, et ayant recours, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, à des matériaux non-dangereux pour sa construction et son exploitation.

Il ne sera de plus à l'origine d'aucune nuisance sonore puisque le site se situe à proximité immédiate de l'autoroute A71 et qu'aucune habitation n'est située aux abords. Par ailleurs, seul le poste de transformation et les onduleurs génèrent du bruit ; les autres composants d'une centrale n'en émettent pas. Le bruit d'un transformateur ou des onduleurs est causé par la magnétostriction et le refroidissement. Le bruit est une caractéristique inhérente du transformateur et ne peut être complètement éliminé. Il correspond, à proximité immédiate du transformateur, à une « classe de bruit très bruyante » (70 dB : source bruitparif), et diminue rapidement pour être, à 100 m du transformateur, peu perceptible. Ainsi, étant donné le contexte dans lequel s'implante le projet et ses caractéristiques, aucune nuisance sera générée par celui-ci.

De plus, aucun impact lié à la réverbération des panneaux n'est attendu sur les usagers de l'A71, le site se situant en contrehaut de l'A71.

Conclusion

La modification simplifiée du PLU de Maillet, faisant désormais partie de la commune nouvelle de Haut-Bocage, concerne un **délaissé autoroutier dont les sols ont été largement remaniés dans le cadre de la construction de l'A71, terminée en 1983**, et qui est **répertorié au sein de la base de données « Cartofriches »**⁸ mise en place par le CEREMA.

Les **enjeux globalement faibles** attachés à cette parcelle dont la nature **dégradée et inutilisée du site**, permet de la considérer comme prioritaire pour l'Etat, la région, le PETR, la communauté de communes du Val de Cher et notre commune, justifiant son utilisation pour **l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque dont l'électricité produite permettra d'alimenter le territoire**.

De plus, le projet de centrale solaire photovoltaïque à l'origine de cette initiative fera l'objet d'une évaluation environnementale, dans le cadre de laquelle il sera soumis à votre avis d'autorité environnementale et fera également l'objet d'une enquête publique, nécessaire à l'obtention du permis de construire qui sera instruit par la préfecture de département.

Enfin, à l'issue de la phase d'exploitation d'une durée estimée à 30 ans, des travaux de démantèlement des équipements et de remise en état du site seront réalisés et l'ensemble des déchets fera l'objet d'un recyclage conformément aux lois applicables.

En conséquence de tout ce qui précède, il ne nous semble pas que la modification simplifiée du PLU, qui permettra de classer la parcelle ZC 26 en zone Npv, doive être soumise à évaluation environnementale.

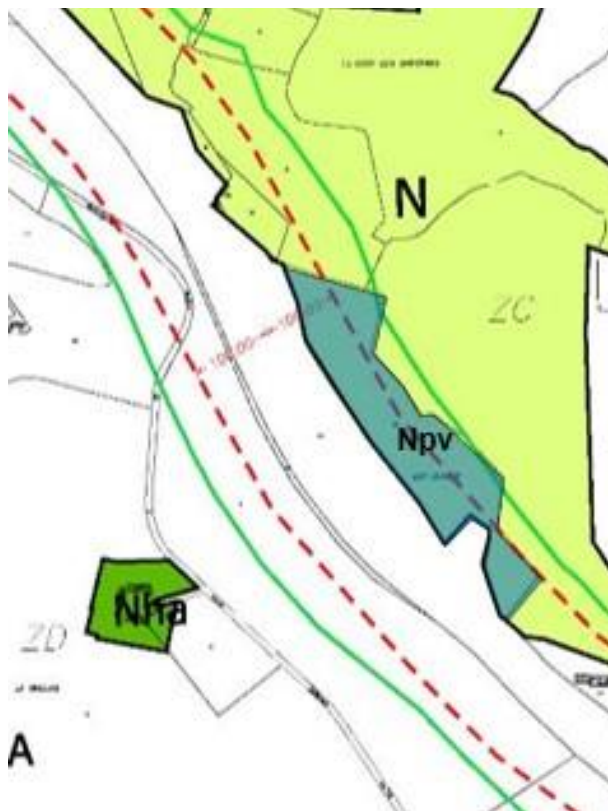
⁷ Norme parasismique NF EN 1998 (« Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes ») ; Norme NF EN 1991 Partie 1-4 (« Eurocode 1 - Actions sur les structures, partie 1-4 : Actions générales - Actions du vent ») ; Document « *Spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau BT ou HTA* » (ADEME - Syndicat des énergies renouvelables - Groupement Français des Professionnels du Photovoltaïque, 2012) ; Document « *Générateurs photovoltaïques raccordés au réseau - Spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens* » (ADEME - Syndicat des énergies renouvelables, 2006) qui complète le guide « Protection contre les effets de la foudre dans les installations faisant appel aux énergies renouvelables » (ADEME, 2001) et « la trame de contrôle des installations PV raccordées au réseau » (ADEME, 2005).

⁸ Cet outil, présenté en Conseil de défense écologique le 27 juillet 2020, est un dispositif conçu pour recenser les friches (industrielles, commerciales, d'habitat...). Elaboré par le CEREMA à la demande du ministère de la Transition écologique, son objectif est d'aider les collectivités et l'ensemble des porteurs de projets à localiser et caractériser les friches pour les réutiliser et ainsi réduire l'artificialisation des sols.



Annexes obligatoires

1. Auto évaluation : document ci-dessus
2. Les documents graphiques modifiés du PLU (rubrique 2.5)
3. Le Compte-rendu du pôle ENR du 20 octobre 2022
4. La délibération du Conseil Municipal de Haut-bocage du 5 décembre 2022
5. Le règlement du PLU avec les modifications proposées



ZONES URBAINES

- ZONE U : Zone urbaine à vocation principale d'habitat
- ZONE Ur : Zone urbaine réservée au fonctionnement de l'activité autoroutière

ZONES A URBANISER

- ZONE AU : Zone à urbaniser non équipée destinée à recevoir principalement de l'habitat

ZONES AGRICOLES

- ZONE A : Zone à vocation agricole

ZONES NATURELLES

- ZONE N : Zone naturelle protégée au titre de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages
- Secteur Nha : Secteur naturel à vocation d'habitat
- Secteur Nsl : Secteur lié aux activités culturelles, touristiques, sportives et de loisirs
- Secteur Ntd : Secteur réservé aux installations liées ou dérivées de la collecte et du traitement des déchets
- Secteur Nca : Secteur de stockage de matériaux de carrière
- Secteur Npv : Secteur lié au développement du photovoltaïque
- EMBLEMENTS RESERVES
- Zone affectée par des nuisances sonores liées aux infrastructures
- Zone non aedificandi (art. L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme)

3.Compte-rendu du pôle ENR du 20 octobre 2022

Projet photovoltaïque au sol WDP/Haut-Bocage : Réunion d'échanges du 20/10/2022
Lieu : DDT 03

La DDT rappelle :

- la stratégie de l'État dans le département de l'Allier en matière d'énergies renouvelables :
 - un suivi et un accompagnement renforcés des projets dont l'implantation semble pertinente tout au long de leur vie (émergence, instruction, mise en œuvre)
 - la systématisation des réunions d'échanges pour ces projets en amont du dépôt des permis de construire
- les objectifs de la réunion :
 - partager un même niveau d'information sur les projets entre tous les acteurs impliqués
 - évaluer la pertinence des projets au regard du projet de territoire et de l'usage des sols
 - identifier les écueils éventuels en amont du dépôt des permis de construire afin de faciliter l'émergence de projets de qualité.



1. Caractéristiques du projet :

Le projet se situe sur la commune nouvelle du Haut-Bocage. Celle-ci se situe sur le territoire de la communauté du Val de Cher. L'aire d'étude appartient au SCoT du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) « Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher ». Le terrain d'implantation envisagé se situe sur un délaissé routier de l'autoroute A71 de l'ancienne commune de Maillet. Il s'agit de la parcelle n°26 d'environ 3,7 ha, pour une puissance installée d'environ de 4MWc.

2. Urbanisme :

La commune du Haut-Bocage est une commune nouvelle. La parcelle concernée se situe en zone N stricte du PLU de Maillet, ancienne commune. Cette zone est « constituée d'espaces naturels qu'il convient de protéger en raison de leur valeur paysagère, de leurs boisements ou de leur intérêt patrimonial ». À ce titre, elle demeure inconstructible. Une évolution du PLU par déclaration de projet est donc nécessaire. Il est possible de modifier le PLU de Maillet avoir à élaborer un PLU sur le périmètre de la commune de Haut-Bocage. En effet le PLU de Maillet peut faire l'objet d'une procédure de DDT 03 / SAUDT / BAD Page 1/3 Projet PV WPD Haut-Bocage déclaration de projet (DP) pour le mettre en compatibilité avec un projet d'intérêt général selon l'article L.153-4 du Code de l'urbanisme : « en cas de création d'une commune nouvelle, les dispositions des plans locaux d'urbanisme applicables aux anciennes communes restent applicables. Elles peuvent être modifiées ou mises en compatibilité avec une opération d'utilité publique ou d'intérêt général jusqu'à l'approbation ou la révision d'un plan local d'urbanisme couvrant l'intégralité du territoire de la commune nouvelle ».

L'aire d'étude envisagée appartient au SCoT du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) « Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher ». Le SCoT, approuvé en mars 2013, a été révisé partiellement le 6 décembre 2021 et opposable depuis le 15 février 2022.

Il est à noter que la zone projetée se situe en bordure de l'A71. Un recul de 100 mètres par rapport à l'axe de l'autoroute devra être respecté (article L.111-6 du Code de l'urbanisme). Une dérogation à cet article est possible, notamment dans le cadre d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU. A noter également que le projet de loi pour l'accélération du développement des projets d'énergies renouvelables devrait permettre aux projets de centrales solaires au sol de ne plus être soumis à ce recul.

3. Concertation avec le territoire :

Une concertation amont avec la commune a été organisée par le porteur de projet. La commune est favorable au projet ainsi que la communauté de communes et le PETR.

5. Environnement :

Le projet se situe dans le périmètre de la ZNIEFF de type II « Val du Cher » et en proximité de la ZNIEFF de type I. La zone d'étude se situe en dehors du périmètre de la zone ZIRCO et du site Natura 2000.

Les principaux enjeux de biodiversité concernent une lande à genêt, en cours de développement sur la partie centrale du site. Deux espèces exotiques envahissantes ont été recensées en bordure nord et ouest du site ; plusieurs espèces protégées ont été observées (grenouille verte, grenouille agile ; rainette verte) et plusieurs espèces patrimoniales (chardonneret élégant, Linotte mélodieuse).

En ce qui concerne les zones humides, le dossier précise que « certaines zones au nord et à l'est de la zone d'étude présentent des joncs ». Le pétitionnaire devra, dans le cadre de l'étude d'impact du projet cartographié, à l'aide des critères floristiques et pédologiques, délimiter, le cas échéant, les zones humides au sein de la zone d'études. La méthodologie employée devra être explicitée dans l'étude d'impact.



Si la zone d'études est située en partie en zone humide, le pétitionnaire devra indiquer les impacts du projet sur cette zone humide (surface impactée, nature des impacts) et détailler les mesures d'évitement et de réduction mises en oeuvre dans le cadre de son projet. L'évitement devra être privilégié conformément à la disposition 8B1 du SDAGE Loire Bretagne.

Sur les eaux pluviales, l'imperméabilisation devra être limitée au maximum, il conviendra de démontrer que le projet n'engendre pas d'évolution significative du coefficient de ruissellement et d'une façon générale pas de modifications notables des écoulements d'eaux pluviales sur le site pour confirmer la non-soumission à la rubrique 2150 (rejet d'eaux pluviales).

6. Agriculture :

La parcelle porte sur un terrain en bordure de l'A71, qui a été terrassé en 1988 au moment de la construction de l'autoroute. Il est ensuite devenu un délaissé autoroutier et s'est progressivement enfriché. Le périmètre du projet est intégré à une entité foncière référencée sur la base de données « cartofriches » du Cerema, comme ayant fait l'objet d'une activité d'extraction de matériaux.

Le site sur lequel porte le projet peut donc être considéré comme une zone dégradée. Le choix de ce site répond donc à la stratégie d'évitement des espaces agricoles.

7. Paysage :

Des haies devront être créées, celles existantes préservées voire renforcées si nécessaire, afin de faciliter l'intégration du projet dans son environnement. Enfin, les locaux techniques devront faire l'objet d'un traitement architectural qualitatif.

9. Raccordement :

Le poste source envisagé est celui de Vallon-en-Sully, situé à environ 5,1 km. Un raccordement en direct est également envisagé compte tenu de forte sollicitation du poste source de Vallon-en-Sully.

10. Éléments de calendrier :

- Dépôt de la demande de PC : mai 2023.

4. Délibération du 5 décembre 2022 de la commune de Haut-Bocage



REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
DE LA COMMUNE DE HAUT-BOCAGE

Nombre de Conseillers

En exercice 18

Présents 12

Votants 15

L'an deux mille vingt-deux,

Le 05 décembre à vingt heures,

Le Conseil Municipal de la commune de HAUT-BOCAGE

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

En la salle polyvalente de la Commune déléguée de Louroux-Hodement,

sous la présidence de M. Jean-Michel LAPRUGNE, Maire de la Commune

de HAUT-BOCAGE.

Date de convocation du Conseil Municipal : le 28 novembre 2022

Présents : Gaëlle BOUDRON, Jonathan CANCRE, Michel DESCLOUX, Thierry DE LAMARLIERE, Yves GAUDIN, Caroline JEAN, Geneviève LACHASSAGNE, Jean-Michel LAPRUGNE, Véronique MASSERET, Marien MICHAUD, Virginie THEBAUD, Guy TRIBOULET.

Absente excusée : Isabelle DECOUERE – Cyril LARIVAUD

Absents excusés ayant donné pouvoir : Sylvie THEVENIN à Caroline JEAN – Marien MICHAUD à Thierry DE LAMARLIERE – Arnaud PAULUS à Jonathan CANCRE

Absent : Ludovic MULLER

Secrétaire de séance : Michel DESCLOUX

20221205083- Décision concernant la construction d'un parc photovoltaïque sur une parcelle privée à Maillet

La société WPD par l'intermédiaire de M. GUILLEMET, responsable des affaires publiques est venu présenter au Conseil Municipal, le projet de construction d'un parc photovoltaïque sur une parcelle privée à Maillet située Les Durets (parcelle ZC n°26).

Le conseil doit donner son avis sur ce projet.

Après délibération, le conseil municipal donne par 14 voix pour et 1 voix un avis favorable pour ce projet.

La dépose du Permis de Construire en mairie de Maillet par la société WPD déclenchera la procédure de modification simplifiée du PLU de la Commune déléguée de Maillet avec les démarches nécessaires. Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à déclencher la procédure et à signer tous documents concernant ce projet.

Pour extrait conforme,
M le Maire : Jean Michel LAPRUGNE.

Envoyé en préfecture le 20/12/2022
Reçu en préfecture le 20/12/2022
Publié le
ID : 003-200058758-20221205-20221205083B-DE



5. Modification du règlement du PLU de Maillet